



Durable Québec

Choisir les produits
forestiers québécois

Québec 

Note aux lecteurs

L'information présentée dans ce document est la plus récente disponible au moment de sa rédaction en juillet 2024. Elle est donnée à titre indicatif et n'a aucune valeur légale.

Mention de source

Le ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MRNF) remercie les personnes suivantes pour l'utilisation du matériel photographique :

- Jean-Marc Beaubien (p. 2);
- Robin Lefrançois (p. 3);
- Hugues Laberge (p. 4);
- Simon Auclair (p. 8);
- Bianca Charest (p. 11).

Choisir les produits forestiers québécois

Les produits forestiers québécois sont respectueux de l'environnement et issus de forêts gérées de manière responsable et durable.

Le nouveau règlement sur les produits sans déforestation (RDUE/EUDR) de l'Union européenne (UE) établit des exigences pour préserver les forêts dans le monde. Il a pour but d'interdire la mise sur le marché ou l'exportation depuis le marché de l'UE de produits ayant contribué à la déforestation ou à la dégradation des forêts. Le champ d'application du règlement porte notamment sur les produits de base ou fabriqués à partir de bois, les pâtes et papiers (à l'exception des produits de récupération), les produits de l'impression comme les livres, ainsi que des produits dérivés. Le règlement devait être appliqué à partir du 30 décembre 2024. La Commission européenne a annoncé son intention de reporter la mise en application du règlement au 30 décembre 2025 (sujet à approbation du Parlement européen et du Conseil européen). La traçabilité et la transparence des chaînes d'approvisionnement sont au cœur de celui-ci.

Par ce document informatif, le gouvernement du Québec tient à indiquer que le Québec gère de façon durable ses forêts et qu'il n'y a pas de déforestation ou de dégradation des forêts.

Des forêts aménagées de façon durable au Québec

Au Québec, les forêts occupent plus de la moitié de tout le territoire, avec une superficie d'un peu plus de 906 000 km².

Environ 92 % des forêts québécoises sont publiques.

- La forêt québécoise est délimitée par une ligne nordique appelée limite territoriale des forêts attribuables. Au-delà de cette limite, aucun permis pour la récolte du bois n'est attribué. Au sud de cette limite, toutes les conditions sont réunies pour garantir que les pratiques d'aménagement respectent rigoureusement l'ensemble des critères d'aménagement durable des forêts. Cette limite est établie notamment en fonction de critères relatifs à la biodiversité, à la productivité ligneuse, à la dynamique naturelle et au potentiel d'aménagement forestier. Elle tient aussi compte des enjeux sociaux, écologiques et

économiques de l'aménagement durable des forêts.

- Le gouvernement du Québec a mis en place un cadre législatif et réglementaire strict en matière d'aménagement et de gestion des forêts publiques qui repose, entre autres, sur la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier.
- Le cadre législatif du Québec en matière d'aménagement durable des forêts contribue à l'atteinte de six critères d'aménagement durable¹.
- Par les pratiques d'aménagement durable des forêts qu'il applique et par les suivis rigoureux qu'il réalise, le Québec s'assure que les superficies récoltées dans les forêts publiques sont régénérées.
- Plus de 90 % des forêts publiques aménagées sont certifiées selon des normes internationalement reconnues. La certification forestière constitue une reconnaissance supplémentaire de la qualité de l'aménagement durable, déjà balisé par un cadre légal et réglementaire rigoureux.



- Depuis 2005, le Québec a institué la fonction de forestier en chef indépendant, dont le principal mandat est de déterminer le volume maximal des récoltes annuelles de bois tout en assurant la pérennité à long terme des forêts publiques du Québec.
- Tous les cinq ans, le gouvernement du Québec est redevable devant sa population et dépose à l'Assemblée législative le Bilan quinquennal de l'aménagement durable des forêts.

1 1) La conservation de la diversité biologique;

2) Le maintien et l'amélioration de l'état de la productivité des écosystèmes forestiers;

3) La conservation des sols et de l'eau;

4) Le maintien de l'apport des écosystèmes forestiers aux grands cycles écologiques;

5) Le maintien des avantages socioéconomiques multiples que les forêts procurent à la société;

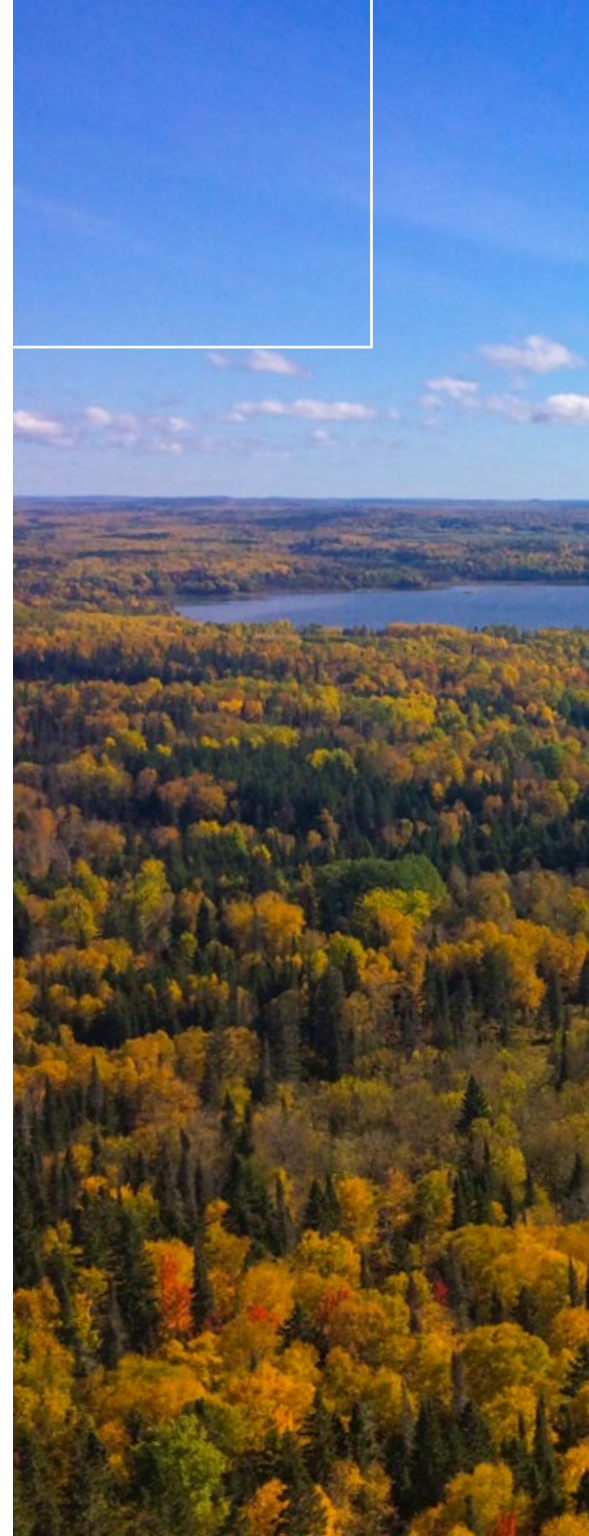
6) la prise en compte, dans les choix de développement, des valeurs et des besoins exprimés par les populations concernées.

Une forêt exempte de déforestation

FORÊT PUBLIQUE

- La forêt publique, soit 92 % de la forêt québécoise, n'est pas surexploitée, elle ne subit pas de déforestation et elle se régénère bien.
- Le Québec possède 2 % des forêts mondiales et est un chef de file en matière d'aménagement durable des forêts. Environ 0,2 % des quelque 906 000 km² du territoire forestier sont récoltés chaque année en territoire public québécois.
- L'aménagement durable des forêts au Québec requiert que les forêts récoltées sur le territoire public se régénèrent naturellement ou qu'elles soient reboisées lorsque la régénération est jugée insuffisante.
- Entre 2018 et 2023, ce sont en moyenne plus de 116 millions d'arbres qui ont été plantés chaque année en forêt publique au Québec. Ces arbres sont d'espèces indigènes et adaptés à l'endroit où ils sont reboisés.
- Les deux derniers bilans quinquennaux sur l'état de la forêt publique du Québec concluent que la superficie forestière du Québec se porte bien.
- L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies (FAO), dans sa publication *La Situation des forêts du monde* (2022), indique que « le Canada a fait état d'une déforestation qui a été très faible, voire inexistante, de 1990 à 2020 »².
- Au Québec, il n'y a pas de modification permanente de la vocation de la forêt publique pour en faire un usage agricole.

² <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/cccea3e5-8100-4673-90c7-df4b9308ee68/content>



FORÊTS PRIVÉES

- La forêt privée, soit 8 % de la forêt québécoise, se porte également bien. Entre 2013 et 2023, la superficie de la forêt privée au Québec est passée de 70 000 à près de 73 000 km², soit une hausse de 4,3 %.
- Les forêts privées appartiennent à plusieurs dizaines de milliers de propriétaires privés. Elles sont gérées à l'intérieur d'un cadre réglementaire robuste à l'échelle fédérale, provinciale et municipale. Les principales lois qui balisent les travaux réalisés en forêts privées sont les suivantes :



- | | |
|---|--|
| — Code civil du Québec | — Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche; |
| — Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier | — Loi sur la qualité de l'environnement; |
| — Loi sur l'aménagement et l'urbanisme | — Loi sur les espèces menacées ou vulnérables; |
| — Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune | — Loi sur les espèces en péril; |
| — Loi sur les pêches; | — Loi sur les ingénieurs forestiers. |
| — Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles; | |

- Les municipalités doivent maintenir une superficie boisée sur leur territoire. En vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il existe des dispositions pour assurer la protection du couvert forestier et favoriser l'aménagement durable des forêts privées.
- En plus du cadre réglementaire instauré par les gouvernements, de nombreux organismes et professionnels guident les propriétaires de forêts privées en matière d'aménagement durable des forêts.
- Au Québec, le risque de déforestation qui consisterait à convertir la forêt privée pour en faire un usage agricole est négligeable. De fait, on constate une augmentation des superficies à vocation forestière.

Un territoire sans dégradation forestière



Au Québec, les forêts aménagées sont principalement régénérées naturellement.

- Il n'y a pas de définition internationalement reconnue de la dégradation forestière ni de consensus pour mesurer ce concept auprès des grandes instances internationales.
- Malgré l'absence de consensus, il est reconnu scientifiquement que mesurer la résilience d'une forêt permet de détecter la présence ou non d'un processus de dégradation.
- Lorsque la régénération naturelle est jugée insuffisante, le Québec a généralement recours à du reboisement en utilisant des espèces indigènes.
- En moyenne au cours des dix dernières années, près de 40 % des superficies annuelles aménagées durablement en forêts publiques au Québec³ font l'objet d'un reboisement, laissant place de façon prédominante à une régénération naturelle de la forêt publique.
- L'aménagement durable des forêts au Québec ne provoque pas de dégradation forestière. Il permet de conserver la résilience de la forêt naturelle (capacité d'un système à se réorganiser et à se rétablir à la suite d'une perturbation). Le gouvernement du Québec a acquis les connaissances scientifiques lui permettant de mesurer la perturbation et la résilience des forêts, confirmant que l'aménagement durable des forêts ne provoque pas de dégradation forestière.

3 C'est-à-dire qui ont fait l'objet d'une récolte de bois.



Une législation rigoureuse pour l'aménagement durable des forêts

Au Canada, la foresterie est régie par un cadre réglementaire robuste. Un ensemble de lois fédérales encadrent les enjeux à l'échelle du pays, tandis que la plupart de ceux liés à la planification, à la récolte, à la sylviculture, à l'eau, aux espèces en péril et à la conservation sont gérés par les gouvernements provinciaux.

- Au Canada, les opérations forestières sont régies par des lois générales fédérales, notamment⁴ :
 - Loi sur les forêts
 - Loi sur les espèces en péril
 - Loi sur la convention concernant les oiseaux migrateurs
 - Loi sur les pêches
 - Loi sur l'évaluation d'impact
 - Loi canadienne sur la protection de l'environnement
 - Loi sur les produits antiparasitaires
 - Loi sur les engrais et ses règlements

- Au Québec, les principaux règlements et lois qui influencent les aspects environnementaux liés à la foresterie sont les suivants :

- Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (LADTF)
- Règlement sur l'aménagement durable des forêts du domaine de l'État (RADF)
- Loi sur la qualité de l'environnement
- Règlement sur les espèces floristiques menacées ou vulnérables et leurs habitats
- Loi sur les espèces menacées ou vulnérables
- Règlement sur les espèces fauniques menacées ou vulnérables et leurs habitats
- Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune
- Règlement sur les habitats fauniques

- La Stratégie d'aménagement durable des forêts (SADF), qui découle de la LADTF, est un élément important de mise en œuvre du régime forestier québécois qui assure la progression du Québec en aménagement durable des forêts. Elle est à la base des grandes orientations et politiques des forêts publiques au Québec.



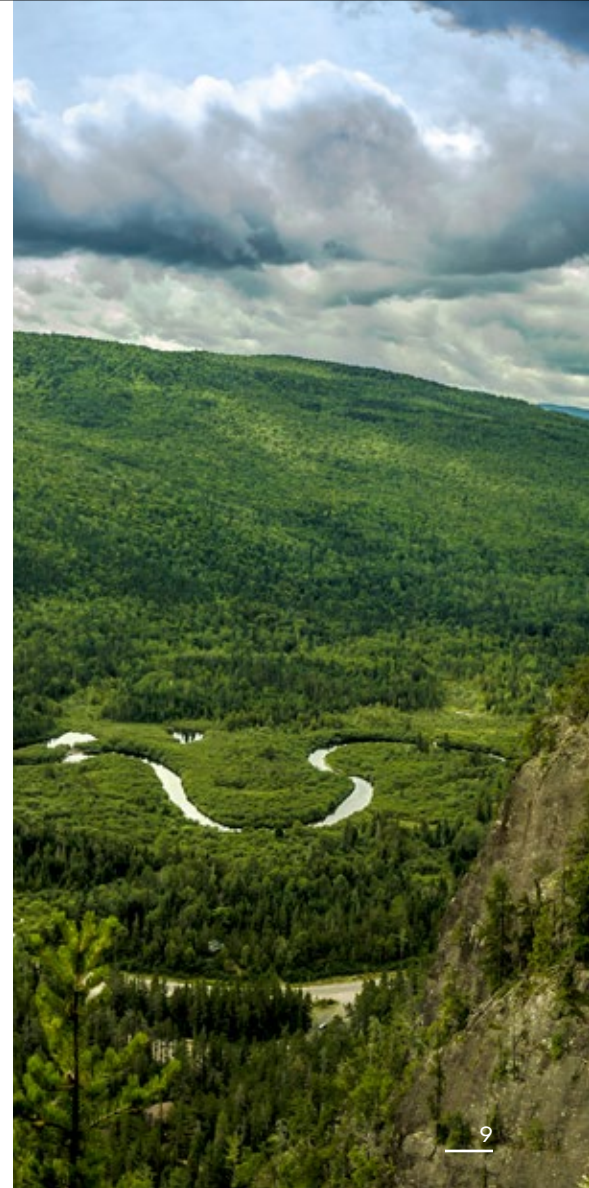
4 [Règlements et normes encadrant la foresterie au Canada](#)

-
- De plus, le commerce international des produits forestiers au Canada est régi par trois grandes lois, qui sanctionnent notamment les coupes de bois illégales :
 - Le Canada est signataire de l'accord international de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction (CITES) et cet accord est mis en œuvre par la *Loi sur la protection d'espèces animales ou végétales sauvages et la réglementation de leur commerce international et interprovincial*;
 - La *Loi sur la protection des végétaux*;
 - La *Loi sur les douanes*.
 - En matière d'accords internationaux qui ont pour but de protéger et d'améliorer l'environnement, les gouvernements du Québec et du Canada adhèrent aux principes et aux objectifs de l'Accord de Paris.
 - Par son Plan Nature 2030, le Québec vise aussi à atteindre les cibles du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming à Montréal, notamment l'objectif de conservation de 30 % du territoire d'ici 2030.



Le respect des populations locales et des communautés autochtones, une priorité pour le Québec

- Les droits ancestraux ou issus de traités sont protégés par la Constitution du Canada.
- Le 12 novembre 2010, le Canada a appuyé officiellement la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones de 2007, dans le respect intégral de la Constitution et de ses lois.
- Le 15 novembre 2010, le gouvernement du Québec a salué ce geste en précisant que la Déclaration contribuera à promouvoir et à protéger les droits des peuples autochtones, dans le respect du droit applicable sur son territoire.
- Le 8 octobre 2019, l'Assemblée nationale du Québec a adopté une motion à l'unanimité des élus qui reconnaissait les grands principes de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones.
- Le 21 juin 2021, la Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones a reçu la sanction royale et est entrée en vigueur. Cette loi a pour but d'affirmer que la Déclaration est un instrument international des droits de la personne, tout en fournissant un cadre pour faire progresser sa mise en œuvre à l'échelle fédérale.
- Le gouvernement du Québec s'assure d'adapter ses pratiques aux réalités et aux besoins des communautés locales, régionales et autochtones.
- Le régime forestier québécois prévoit des mesures pour faire participer les communautés locales et autochtones à différentes étapes de l'aménagement durable des forêts (notamment par la Politique de consultation en matière d'aménagement et de gestion du milieu forestier qui permet de consulter et d'accommoder de façon distincte les communautés autochtones du Québec).



Une chaîne d'approvisionnement transparente

Un gouvernement ouvert en matière de diffusion de l'information.



- Dans sa volonté d'offrir un accès simple, gratuit et transparent à des données à jour liées au territoire forestier québécois, le gouvernement du Québec a mis en ligne la carte interactive Forêt ouverte ainsi que plusieurs services de cartographie ou d'information tels que La Forêt démystifiée.
- Selon *Transparency International*, le Canada se classe au 12^e rang des pays sur 180 en matière de gouvernance sans corruption⁵.
- Chaque année, le gouvernement du Canada publie l'État des forêts au Canada.

⁵ <https://www.transparency.org/en/countries/canada>







Pour nous joindre

**Pour toutes questions
en lien avec l'aménagement
durable des forêts au Québec,
communiquez avec nos experts.**

**Ministère des Ressources naturelles
et des Forêts**

5700, 4^e Avenue Ouest
Québec (Québec) G1H 6R1
Canada

dcos@mrnf.gouv.qc.ca



Québec 

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2024

ISBN : 978-2-550-98310-1 (PDF)

© Gouvernement du Québec, 2024